

Repenser la formation enseignante pour répondre à la pénurie

Le manque criant de professeurs au Québec met en lumière l'urgence d'améliorer et de mieux coordonner les programmes de formation des enseignants. Fondée en 2023, la Chaire UNESCO en politiques éducatives et profession enseignante mobilise des chercheurs de Montréal et de Québec pour relever ce défi majeur.

MALIK COCHEREL
COLLABORATION SPÉCIALE

Martial Dembélé n'a pas attendu que la pénurie d'enseignants prenne une tournure alarmante pour réfléchir au problème. Dès 2004, le professeur au Département d'administration et fondements de l'éducation de l'Université de Montréal a dirigé une étude sur la formation et la gestion du personnel enseignant du primaire au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Niger. Pour répondre aux injonctions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international visant à réduire la fonction publique, ces pays francophones d'Afrique de l'Ouest se sont lancés dans des politiques massives de contractualisation des professeurs.

« Dans certains pays, les proportions se sont rapidement inversées et les contractuels sont devenus majoritaires, confie M. Dembélé. On a pensé alors à instaurer un observatoire de la profession. » Cette réflexion a été le point de départ de la Chaire UNESCO en politiques éducatives et profession enseignante,



Face à la pénurie d'enseignants, la Chaire UNESCO en politiques éducatives et profession enseignante vise à contribuer à améliorer les politiques en matière de valorisation et de formation des futurs professeurs. GETTY IMAGES

lancée près de 20 ans plus tard. « Cela a engendré le projet sur lequel nous travaillons aujourd'hui », poursuit le professeur, titulaire de la Chaire également codirigée par Adriana Morales-Perlaza, directrice du Département d'administration et fondements de l'éducation de l'UdeM, et Geneviève Sirois, professeure au Département Éducation de l'Université TELUQ.

Réfléchir avant d'agir

Face à la pénurie d'enseignants, la Chaire vise à contribuer à une amélioration des politiques en matière de valorisation et de formation des futurs professeurs. « On entend souvent ce discours sur l'importance des enseignants. On dit qu'il faut le valoriser et, en même temps, on prend des décisions qui ont tendance à sa-

per leur motivation et à rendre la profession moins attrayante », explique Martial Dembélé, soulignant ainsi les effets pervers de ce double discours. Passer d'un baccalauréat de 120 crédits à effectuer en quatre ans à des programmes qualifiants de 30 crédits pour devenir membre du personnel enseignant envoie un message peu valorisant, cite-t-il en exemple.

Le titulaire de la Chaire déplore le manque de vision à long terme dans les politiques éducatives et la formation des enseignants. « Trop souvent, les décisions sont prises dans l'urgence, alors qu'il faudrait adopter une perspective à plus long terme, dit-il. Lorsqu'on met en place une mesure, quelles seront ses répercussions dans cinq, dix ou quinze ans ? Il est crucial de prendre le temps de

réfléchir avant d'agir, car toute décision, inévitablement, entraîne des conséquences à long terme. Il n'existe pas de décision neutre dans ce domaine. » Les recherches menées ces dernières années en témoignent et doivent servir de base pour éclairer les politiques et guider leurs décisions, estime M. Dembélé.

Des zones d'ombre à éclaircir

« Notre rôle est notamment d'attirer l'attention sur ce qui s'est fait ailleurs, avec succès ou non, et de nourrir la réflexion », explique le chercheur, en prenant l'exemple de la Finlande, souvent citée comme un modèle en matière de formation des enseignants. « Ils ont mis en place un programme de formation extrêmement sélectif, comparable à celui de la profession médicale », précise-

t-il. « Nous cherchons à proposer des pistes et à fournir des informations aux décideurs pour qu'ils puissent prendre des décisions plus éclairées, ajoute sa collègue Geneviève Sirois. En plus de contribuer à la réflexion, nous travaillons également à la création de données sur la pénurie d'enseignants, ce qui représente tout un défi au Québec. »

La professeure au Département Éducation de l'Université TELUQ plaide pour l'instauration d'un matricule unique attribué à chaque enseignant dès le début de sa formation. « Cela permettrait de centraliser des données précieuses, explique M^{me} Sirois. Actuellement, il est impossible de savoir combien d'enseignants sont en poste, où les besoins sont les plus criants, et dans quels domaines il y a des pénuries. De même, le nombre d'enseignants qualifiés ayant quitté leur poste est difficile à évaluer. Les données sont décentralisées au niveau des centres de services scolaires, qui n'ont pas tous les ressources pour les analyser. »

Les informations sur les enseignants non légalement qualifiés sont également difficiles à recueillir. L'un des projets de la Chaire UNESCO vise justement à apporter plus de clarté dans ce domaine, en établissant leurs différents profils. « Les enseignants non légalement qualifiés ont des parcours très variés, explique Geneviève Sirois. Un scientifique issu de l'industrie pharmaceutique et une personne ayant travaillé en service de garde n'ont pas les mêmes besoins de formation. Les traiter de manière uniforme, comme on le fait actuellement, n'est pas viable si l'on souhaite réellement les inciter à rester dans la profession. »

« On dit qu'il faut valoriser [les enseignants] et, en même temps, on prend des décisions qui ont tendance à saper leur motivation et à rendre la profession moins attrayante »

Cette section spéciale a été produite par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, relevant du marketing. La rédaction du *Devoir* n'y a pas pris part.



CONTENU PUBLICITAIRE

RÉFLÉCHIR L'AVENIR, ŒUVRER POUR NOS ENFANTS, CROIRE EN NOS ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS

Écrit par Le Syndicat de Champlain

Toutefois, cette reconnaissance doit aller au-delà d'une semaine symbolique. Si nous souhaitons réellement les valoriser, nous devons aussi nous engager tous ensemble à renforcer notre système d'éducation. Cela passe nécessairement par une réflexion collective comme ce fut le cas, dans les années 60, avec la Commission Parent, laquelle a donné naissance à un réseau public fort et accessible. Cette réflexion sociétale marque un moment clé de l'histoire de l'éducation au Québec et nous sommes mûrs pour refaire l'exercice.

Un chantier national en éducation

Les défis actuels de notre système ne se limitent pas à une simple révision des conventions collectives ou à des investissements sporadiques qui feront l'objet de coupures quelques mois plus tard. Ce dont le Québec a besoin, c'est d'un véritable chantier national, une discussion commune entre tous les acteurs, qui place l'éducation au cœur de nos priorités sociales et politiques.

Depuis trop longtemps, le réseau public a subi les contrecoups de décisions à court terme, du sous-financement chronique et d'un manque de vision cohérente. Les répercussions de ce laxisme se font sentir partout : on les perçoit à travers les conditions de travail du personnel scolaire, mais aussi à même les services offerts aux élèves et l'état des infrastructures qu'ils fréquentent. Inévitablement, on les constate dans les résultats scolaires et dans la fragilisation du sentiment de sécurité et de bien-être des jeunes.

La reconstruction d'un système d'éducation public fort ne se fera pas en quelques mois. Cela demandera du temps, de l'écoute et surtout, une volonté politique claire, peu importe le gouvernement en place. Posons-nous alors ces deux questions essentielles : Quel avenir voulons-nous pour nos enfants et comment l'éducation peut-elle redevenir un moteur de progrès social?

Syndicat de Champlain (CSA)
Personnel enseignant et de soutien

www.syndicatdechamplain.com

Du 2 au 8 février 2025, nous soulignons la Semaine des enseignantes et enseignants. Cette occasion met en lumière le travail inestimable, l'engagement, l'expertise et la passion de celles et ceux qui se consacrent à former nos enfants : les générations des futurs citoyens.

L'expertise enseignante : plus qu'une semaine par année

Évidemment, le personnel enseignant se trouve au cœur de cette réflexion. La semaine des enseignantes et enseignants est un moment clé pour leur rendre hommage et pour nous rappeler que ce sont eux qui œuvrent avec les réalités de nos écoles. Toutefois, c'est à l'année que nous devrions reconnaître son expertise.

Croire en nos enseignantes et enseignants, c'est plus qu'un slogan. C'est un gage de respect envers leur travail et leur savoir-faire. C'est aussi une manière de leur donner une place légitime dans les décisions qui concernent leur profession et, par extension, dans l'avenir des élèves qu'ils accompagnent, les prochains citoyens du Québec : nos enfants.

Le thème de notre campagne, cette année, Réfléchir l'avenir, œuvrer pour nos enfants, croire en nos enseignantes et enseignants, reflète cet engagement. L'éducation est bien plus qu'une dépense dans un budget d'État ou qu'un outil de formation pur et simple. L'éducation est un ascenseur social, un espace où chaque élève peut trouver sa place dans la société et développer son plein potentiel.

Les défis sont colossaux, mais l'espoir est plus grand encore. Les enseignantes et les enseignants croient en leur mission, et nous, nous croyons en eux!

Un appel à l'action

En conclusion, prenez un moment pour exprimer votre gratitude à l'enseignante ou l'enseignant de votre enfant cette semaine. Lui dire merci, c'est reconnaître tout ce qu'elle ou il apporte à la société québécoise.

Parce que l'avenir commence dans une classe, merci aux enseignantes et enseignants de croire en nos jeunes qui formeront le Québec fort et inclusif de demain.

Bonne Semaine des enseignantes et enseignants 2025.



Ce contenu a été produit par le Syndicat de Champlain. La rédaction du *Devoir* n'a pas été impliquée dans sa production.